



Communiqué de presse

Conclave, un coup pour rien ! Et maintenant, l'abrogation !

Le conclave sur les retraites s'est achevé par un échec.

Une évidence tellement les dés étaient pipés depuis le début des « discussions » : revirement du premier ministre sur ses engagements de débats « sans totem ni tabou » sur la réforme Borne, instrumentalisation d'un prétendu déficit des retraites de la Fonction publique, équilibre budgétaire en 2030 comme seule boussole, mise à l'écart des organisations représentatives de la fonction publique, prises de position non dénuées d'arrière pensées, par exemple du président du COR ...

Pour la FSU, cette opération politique passe à côté des deux enjeux principaux sur la question des retraites.

D'une part la question des possibilités de nouvelles recettes pour revenir sur les 64 ans. La FSU le réaffirme avec force : assurer le financement de notre système de retraites est possible : c'est une question de choix dans le partage des richesses. Il faut en finir avec les exonérations de cotisations, les suppressions d'emplois et l'austérité salariale, dans le public comme dans le privé. L'augmentation immédiate du point d'indice est la première des réponses pour le secteur public.

D'autre part, la question de la démocratie sociale. Dans un moment de crise démocratique, il est inacceptable que le gouvernement Bayrou, comme les précédents, balaye d'un revers de la main l'expression d'une majorité de la population. Il a joué uniquement un coup tactique et politicien en cherchant à diviser l'intersyndicale, en tentant d'imposer de nouvelles régressions, sans répondre à la volonté réaffirmée par la population de revenir sur la réforme de 2023. Il a également, en accord avec le patronat, écarté les organisations syndicales représentatives de la Fonction publique, et avec elles les réponses aux problématiques que rencontrent près de 6 millions d'agent-es. Ce faisant, il aggrave encore la crise démocratique ouverte avec le passage en force de 2023.

Dans les mois qui se sont écoulés, à aucun moment les scénarios mis sur la table des discussions n'ont constitué de réponse aux exigences massivement exprimées par le mouvement social de 2023 : refus des 64 ans, égalité entre les femmes et les hommes, défense du système par répartition et des solidarités intergénérationnelles, amélioration du niveau des pensions. Au contraire, des idées régressives, injustes et dangereuses ont été avancées : capitalisation comme réponse à la baisse de fait des pensions, contribution des seuls retraités et des salariés - mais pas du patronat - à « l'effort » financier d'équilibre des régimes, nouvelle augmentation de l'âge d'ouverture des droits...

La FSU continue de demander l'abrogation de la réforme de 2023. Elle est engagée dans une campagne de mobilisation pour défendre les retraites par répartition, la sécurité sociale et les services publics, et ainsi ouvrir d'autres perspectives de progrès social.

Bagnolet, le 24 juin 2025